

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Sciences économiques et sociales

- Supplément du MAUSS - Articles -

Date de mise en ligne : lundi 18 janvier 2010

Description :

Une progression pédagogique (classe de Première) qui met en scène le débat entre utilitarisme(s) et antiutilitarisme(s) dans les sciences sociales, et qui interroge l'hypothèse formulée par Marcel Mauss selon laquelle le don constitue le roc de notre économie (le lien économique), de notre droit (le lien politique) et de notre morale (le lien social).

Revue du Mauss permanente

« Comment la société est-elle possible ? », telle est donc la question centrale du programme à laquelle nous sommes invités à répondre avec les élèves, en examinant, dans les termes du programme, le lien économique, le lien politique et le lien social. Précisons rapidement que cette question a été posée en ces termes par un sociologue allemand à la fin du XIX^{ème} siècle : G. Simmel. Réponse à laquelle il a consacré un ouvrage de plus de 700 pages qui lui permettent selon lui de commencer à apporter des *éléments* de réponses [1] & Il s'agit de tenter de faire aussi bien ! Cette interrogation est donc proprement sociologique. Pourtant, certains thèmes sont à dominante économique. Le paradoxe se résout quand, comme Simmel, on définit l'objet de la sociologie comme l'étude de ce qui fait lien entre les hommes, car, alors, le sociologue ne peut pas ne pas s'intéresser à la manière dont les économistes, les philosophes etc. pensent que les hommes font lien. C'est donc dans cet esprit que le programme nous invite, croyons-nous, à aborder les notions plutôt économiques, et celles plutôt politiques.

Comment, donc, les hommes font-ils lien ? : par le marché, par l'échange calculé et mutuellement intéressé de biens et de services, facilité par la monnaie, répondent la plupart des économistes ; par le contrat, par un accord négocié entre des individus, là aussi, mutuellement intéressé, répondent certains philosophes ou spécialistes de sciences politiques, contrat dans les termes duquel sera massivement pensée l'association entre les citoyens de nos démocraties modernes ; grâce à des « valeurs » communes répondent enfin certains sociologues, et notamment les « Pères fondateurs », valeurs irréductibles à l'intérêt individuel calculé. Bref, dans les termes du programme : au fondement des liens économiques, politiques et sociaux, on aurait, respectivement : le marché et la monnaie, un contrat passé entre des citoyens, des valeurs. On voit déjà comment le débat se dessine : est-ce par intérêt que les hommes font société ? Est-ce l'intérêt, seul, ou d'abord, qui les relie ? Pour le dire autrement, cette question du lien social est traversée par un débat qui oppose de manière très ambivalente parfois (les positions pouvant se renverser, et un même auteur pouvant faire l'objet de lectures diamétralement opposées) d'une part un ou plutôt des points de vue utilitaristes, qui partagent l'idée que l'intérêt (tantôt individuel, tantôt collectif, tantôt matériel, tantôt symbolique, tantôt conscient, tantôt inconscient etc.) seul ou d'abord motive les hommes et les relie, et d'autre part ceux qui pensent qu'« autre chose » que l'intérêt est primordial dans les motivations humaines et les rapports sociaux, qu'il s'agisse de valeurs, de normes (notions au programme), de croyances, de l'amitié, de l'amour etc.

Le sens de notre progression pédagogique consiste à mettre en scène ce débat, à le faire apparaître aux élèves, tout en restant, bien sûr, dans le cadre du programme. Cela relève, croyons-nous, de notre liberté pédagogique. Mais il ne nous suffisait pas de mettre en scène ce débat. Deux choix s'offraient à nous : laisser les élèves confrontés à ces questions, au risque qu'ils croient qu'elles n'ont pas à être tranchées, qu'il n'y a pas d'autres choix en sciences sociales qu'une sorte d'éclectisme, qui à nos yeux menace le sens même des sciences sociales (si tout se vaut, rien ne vaut) éclectisme d'ailleurs dénoncé dans le Bulletin Officiel présentant le programme de Première. Nous ne nous y sommes donc pas résolus.

L'autre option consistait à aller au bout de notre démarche. Cette appréhension du programme et plus généralement des sciences sociales - qui nous amène à y interroger la place de l'intérêt quand la question des rapports sociaux est posée, et notre refus de laisser croire aux élèves que tous les savoirs se valent, nous ont conduit à faire reposer notre progression pédagogique sur un choix théorique, marqué par cette manière même d'interroger les sciences sociales. En effet, sa colonne vertébrale, ce qui la fait tenir debout, théoriquement, d'un bout à l'autre de l'année, réside dans l'hypothèse formulée par le fondateur de l'ethnologie française, Marcel Mauss, reprise et développée par tous ceux qui se reconnaissent dans *La Revue du MAUSS* (Mouvement Anti-utilitariste dans les sciences sociales) selon laquelle, c'est non pas l'intérêt mais le don - notion au programme - qui constitue l'opérateur des rapports sociaux durables. Notre progression repose plus précisément sur l'hypothèse empruntée à Marcel Mauss que la triple obligation de donner, recevoir et rendre est le roc de notre économie, de notre droit et de notre morale (de la morale éternelle, même, précise Mauss) ; ou encore, qu'un refus premier de subordonner les

rapports humains à des considérations utilitaires est au fondement des liens économiques, politiques et sociaux, pour reprendre les termes du programme. Ce choix théorique ne vise bien sûr pas à convertir les élèves au MAUSSisme, mais, une nouvelle fois, à leur indiquer que les sciences sociales sont traversées par des débats au fond anthropologiques, c'est à dire qui portent sur notre vision de l'homme et du monde ; et à leur suggérer que face à de telles questions, il est impossible de ne pas se positionner.

La posture la plus simple aurait été de ne pas assumer notre choix et ainsi, d'esquiver toute discussion avec les élèves engageant notre savoir même. Nous avons préféré l'assumer, considérant qu'ainsi, nous les formions à une « éthique de la discussion », ou mieux, puisqu'ils s'engagent dans la discussion, que nous suscitions chez eux un *éthos* agonistique qui, selon-nous, est celui de tout démocrate et de tout scientifique ; *ethos* démocratique et scientifique qu'il est dans notre mission de développer. Car pour nous, assumer notre choix, c'est d'abord inviter les élèves à le discuter.

Pourquoi commencer par le marché (le lien économique), poursuivre par le contrat (lien politique) pour terminer par les valeurs (lien social) ? Parce que la sociologie s'est construite au XIX^{ème} siècle contre les conceptions (encore) dominantes du marché et du contrat telles que les économistes (classiques et néoclassiques notamment) et les philosophes les pensaient. Pour bien comprendre le lien social tel que les sociologues (et notamment les « Pères-fondateurs ») l'ont compris, il faut donc d'abord bien comprendre le marché et le contrat, tels que les économistes et les philosophes les comprenaient (et le comprennent encore largement). C'est surtout vrai de Durkheim (sociologue français, fondateur de la sociologie en tant que discipline universitaire en France), mais cela l'est aussi de Weber, de Simmel et d'autres [2]. L'année scolaire s'organise donc en trois grands thèmes présentés dans cet ordre : le lien économique (I) , le lien politique (II) et le lien social (III).

Chaque thème est abordé de manière symétrique. Dans un premier temps, il s'agit de voir ce que recouvrent concrètement les activités économiques (IA), les organisations politiques (IIA) et enfin sociales (IIIA). Dans un deuxième temps, nous nous intéressons aux registres sous lesquels elles opèrent, leur « mode de régulation », les « bases » supposées de leur fonctionnement : respectivement, le marché et la monnaie (tels que les voit la plupart des économistes) (IB), donc, puis le contrat et la citoyenneté (tels que les pensent certains philosophes) (IIB) et enfin, les valeurs (telles que les conçoivent certains sociologues) (IIIB), en choisissant des auteurs cités dans tous les manuels - qui s'inscrivent plutôt dans une tradition utilitariste (même s'il ne s'agit moins de les y figer que d'interroger leur rapport à l'utilitarisme). Enfin, nous discutons cette manière d'interroger le marché, le contrat et notre rapport aux valeurs en mobilisant des auteurs qui les voient autrement que sous l'angle de l'intérêt. (IC IIC, IIIC). Nous concluons chaque thème le lien économique, le lien politique, le lien social en émettant donc l'hypothèse que le don est au fondement de chacun de ces liens. Précisons encore que cette décomposition des différents types de lien ne vaut que dans la mesure où elle vise à mieux saisir la manière dont ils peuvent se mêler. Les liens économiques, politiques et sociaux ne sont que trois faces (entre autres) bien souvent mêlées d'une même réalité : les rapports humains.

Notre insistance sur les auteurs pourraient laisser croire qu'ils prennent toute la place ou du moins une trop grande place, et en tous cas, une place qu'ils n'ont pas dans le programme. Mais ils ne l'ont pas non plus dans notre cours. Nous les rencontrons simplement à certains moments, parfois très brefs, de notre progression, souvent au travers de documents issus des manuels. Nous faisons de ces rencontres des moments privilégiés. Non pas par goût certain pour l'étude des auteurs. Mais par nécessité : quel professeur de SES serions nous si, à la question « comment la société est-elle possible ? », nous pensions que les auteurs qui font la substance de notre enseignement n'ont rien à nous apprendre ? [3]

Concluons sur la place que nous donnons au don dans notre progression. Comme au sujet des auteurs, il n'est pas question que de don dans notre cours. Loin de là ! Si nous y consacrons en tout et pour tout deux heures, c'est déjà bien. Nous reconnaissons néanmoins lui accorder une place qu'il n'a pas dans le programme ne serait-ce que parce qu'il n'en est « officiellement » question que dans la partie qui porte sur la coordination par le marché, et plus précisément sur l'institutionnalisation du marché. Cette « localisation » du don témoigne selon nous d'une conception étroite du don, très économique pour ne pas dire économiciste : qu'est-ce qui justifie en effet cette localisation exclusive sinon le fait qu'il soit pensé implicitement comme l'envers du marché, comme une autre forme d'échange de biens, purement désintéressé alors qu'il n'est pas réductible à sa dimension économique, et qu'il n'est en rien expurgé de tout intérêt pour Mauss, incontournable dans toute cette affaire [4] ? Qu'est-ce qui justifie encore cette localisation du don dans la partie consacrée au marché, alors que Mauss, et bien d'autres anthropologues, ethnologues, sociologues et parfois mêmes économistes à sa suite, pensent le don comme un phénomène social total, sinon sa conception implicitement économiciste ? En somme, en en faisant une notion transversale à tous les thèmes, nous ne faisons que rendre au don son caractère que tout le monde, ou presque, lui reconnaît : celui, donc, d'être un phénomène social total.

Enfin, cette localisation de la triple obligation de donner, recevoir et rendre dans le programme témoigne d'une conception implicite du don qui ne permet pas de saisir les questions théoriques, éthiques et politiques les plus élémentaires qu'il pose à l'utilitarisme (et réciproquement) ? L'homme est-il vraiment un *homo Sconomicus* ; n'est-il que cela ? ; est-il d'abord cela ? Si l'homme n'est pas d'abord un animal économique, mais un animal politique, c'est à dire un être sociable, et si cette condition politique se manifeste d'abord dans le don (si on considère qu'avant de pouvoir commercer, par exemple, il a d'abord fallu savoir poser les lances comme le dit Mauss), que penser de l'ordre harmonieux censé émerger selon certains appelons-les les adeptes du marché - des égoïsmes individuels ? Et que penser de la nécessaire contrainte (bridant ces mêmes intérêts) supposée selon d'autres les adeptes de l'Etat - les faire tenir ensemble ? Et si le don était bien l'opérateur des alliances durables : quel effet sur l'ordre social réel peut-on imaginer de l'ordre promu par chacun de ces camps qui ne voit point de salut hors de l'intérêt ou de la contrainte ? ; quelle place encore lui accorder ? ; quelles institutions seraient susceptibles de l'encourager ? Ces questions sont-elles inaccessibles à des élèves de Première ? Ce serait tout simplement faire injure à leur intelligence que de le croire. A moins qu'on ne les pense futiles.

Quant à savoir si le don est bien le roc de notre économie, de notre droit et de notre morale, s'il est bien au fondement des liens économiques, politiques et sociaux, nous ne prétendons pas clore la question. Mais simplement la poser, tant que le programme et les sciences économiques et sociales nous le permettront...

NB : La progression qui suit est celle qui fait sens pour nous. Nous la rappelons oralement aux élèves. Mais dans notre pratique, pour ne pas encombrer leurs esprits avec trop de sous-parties, nous ne leur présentons que les titres des séquences telles qu'elles apparaissent dans le cahier de texte.

Progression de l'année 2009-2010 Première ES2

Introduction générale. Du 04 sept au 18 sept.

I-Le lien économique. Du 18 sept. au 29 janv.

Il s'agit au fond de faire s'interroger mutuellement des points de vue utilitariste(s) et anti-utilitariste(s) sur le lien économique, et en particulier sur le marché et la monnaie.

A. Les activités économiques concrètes sous la prégnance du marché et de la monnaie.

Il s'agit de présenter des manifestations concrètes de la prégnance du marché et de la monnaie dans nos économies. Nous suggérons que cette prégnance se traduit par l'insertion de notre économie dans un marché devenu mondial, et par sa financiarisation. Nous soulignons en effet que l'accroissement de la concurrence liée notamment à l'ouverture de notre économie (1) oblige nos entreprises à adopter des stratégies visant à accroître leur compétitivité, stratégies de plus en plus financées sur les marchés financiers (2).

1- Des économies insérées dans un marché devenu mondial.

Les acteurs et leurs relations Du 21 sept au 25 sept

Les échanges extérieurs Du 28 sept. au 9 oct.

La mesure de l'activité économique. Du 12 oct. Au 23 oct.

2- Des économies financiarisées

Les stratégies des entreprises. Du 04 nov. au 13 nov.

L'équilibre financier des agents. Du 16 nov au 20 nov

Financement intermédié et financement de marché. Du 23 nov au 04 dec.

B. Le marché et la monnaie du point de vue des économistes

Après avoir suggéré que le marché et la monnaie constituent deux piliers importants de notre économie, nous voyons qu'à la question « comment la société est-elle possible », les économistes répondent justement : grâce au marché et à la monnaie, et nous nous attardons donc sur le marché et la monnaie tels qu'ils les conçoivent. Les élèves sont ainsi sensibilisés à une première intelligibilité, utilitariste, du marché et de la monnaie [\[5\]](#).

1-Le marché et ses limites selon les économistes. Du 07 dec. au 18 dec.

Formation de l'offre, de la demande et du prix d'équilibre sur un marché.

Dynamique des marchés et régulations concurrentielles

La pluralité des situations de marché

Les limites du marché

Le contrôle de la concurrence.

2-La monnaie selon les économistes. Du 04 dec. Au 15 janvier

Création monétaire

Formes et fonctions de la monnaie [\[6\]](#)

C. Le marché et la monnaie vus autrement

Notre objectif consiste à présenter aux élèves d autres points de vue que le point de vue utilitariste sur le marché et la monnaie,

1-Le marché vu autrement. Du 18 au 22 janvier

L institutionnalisation du marché

Rapports marchands et ordre social

2-La monnaie vue autrement. Du 25 au 29 janv.

Formes et fonctions de la monnaie (nous voyons ici la dimension conventionnelle et symbolique de la monnaie ; nous faisons observer que l'idée que la valeur d'une monnaie dépende de la confiance qu on lui accorde, se laisse mal comprendre dans le cadre du paradigme utilitariste, une fois que l'on suppose que la confiance est irréductible à l'intérêt).

Conclusion : Le don, roc de notre économie ? 29 janvier.

II- Le lien politique. Du 1er fev. au 26 mars

Il s agit au fond de faire s'interroger mutuellement des points de vue utilitaristes et anti-utilitaristes sur le lien politique, et en particulier sur le contrat et la citoyenneté.

A. L organisation politique. La politique.

Il s agit ici de saisir la spécificité du registre légal-rationnel sur lequel s appuie la légitimité de l Etat de droit moderne et de montrer comment l'État intervient dans le cadre de l exercice de son pouvoir légitime : sont présentés les différents instruments dont dispose l'État pour mener à bien ses politiques économiques et sociales, et leur limites.

1-L'État. La nation. L Etat-Nation. Du 1er fev. Au 5 fev.

État de droit.

Niveaux de pouvoirs.

2-L action de pouvoirs publics. Du 08 fev. Au 12 fev..

Fondements de l'intervention des pouvoirs publics : allocation, redistribution, régulation, réglementation

Les moyens des pouvoirs publics

Limites de l'intervention des pouvoirs publics

L'organisation des pouvoirs publics, source d'efficacité

B. Au fondement de l'État (démocratique) : un contrat entre citoyens. Le politique.

Il s'agit de saisir que les sociétés modernes démocratiques, dont on vient de montrer qu'elles sont au niveau politique massivement régies par une logique rationnelle, fonctionnelle, ont pensé et pensent toujours leur auto-institution et leur fonctionnement démocratique sous l'égide de cette même rationalité, sous les figures du contrat et de l'électeur-citoyen rationnel.

1-Le contrat. 15 mars.

Citoyenneté

Ne sont pas abordées les notions de participation et de représentation. Seule est traitée la notion de contrat.

2-La citoyenneté. Du 16 au 19 mars.

Citoyenneté.

(Sont abordées les notions de participation et de représentation. Le jeu politique électoral est appréhendé avec les outils des sciences politiques, massivement utilitaristes)

C. Le contrat des philosophes et la citoyenneté des political scientist en question

Il s'agit ici de comprendre qu'il existe d'autres manières de penser le contrat (la fameuse dimension non contractuelle du contrat chère à Durkheim) et plus généralement, le politique et la citoyenneté (et finalement la démocratie).

1-Le contrat vu autrement. 23 mars.

La Citoyenneté.

2-La citoyenneté vue autrement

La Citoyenneté. Du 25 au 26 mars.

Nous tenterons de saisir les différentes conceptions de la citoyenneté en jeu dans les diverses manières de

concevoir le revenu minimum.

Conclusion : Le don, roc de notre droit ? 26 mars.

III- Le lien social. Du 30 mars au 04 juin

Il s agit au fond de faire s'interroger mutuellement des points de vue utilitaristes et anti-utilitaristes sur le lien social, et en particulier sur notre rapport aux valeurs.

A.L organisation sociale

Il s agit ici de saisir la société française surtout dans sa dimension concrète. Une première présentation du holisme et de l'individualisme en sociologie est néanmoins amorcée à l occasion de l étude des classes et de la stratification sociale. Les auteurs seront interrogés dans leur rapport à l'utilitarisme.

1-Une classification de la société française : les PCS. Du 30 mars au 2 avril.

Une classification de la population : les profession et catégories socio-professionnelles (PCS)

2-La structure de la société française aujourd'hui

Classes et stratifications sociales. Du 5 avril au 9 avril.

B.Les valeurs

Ici, l'objectif est d'interroger notre rapport aux valeurs sous un angle utilitariste. Sont susceptibles d'être interrogés des auteurs individualistes d'un point de vue méthodologique, interactionnistes et holistes. [\[7\]](#)

1-socialisation, culture, déviance

La socialisation : normes et interactions. Du 12 avril au 17 avr.

La culture : transmission et construction. Du 3 mai au 7 mai.

Conformité et déviance. Du 10 au 14 mai.

2-socialisation et conflit. Du 17 mai au 22 mai.

C.Notre rapport aux valeurs vu autrement.

Ici, nous reprenons certains thèmes précédemment traités, et suggérons qu'ils peuvent recevoir d'autres éclairages que l'éclairage utilitariste. Des auteurs de chacune des méthodologies - individualiste, interactionniste et holiste) sont susceptibles d'être abordés.

1-Socialisation et culture. Du 24 au 28 mai.

La socialisation : déterminisme et interaction.

La culture : transmission et construction collective.

2-Contrôle social. Du 31 mai au 4 juin.

Contrôle social : normes et interactions. Construction des normes.

Conformité et déviance.

Conclusion : Le don, roc de notre morale ? 4 juin

Conclusion générale. 8 juin.

Après avoir séparé analytiquement chacun de ces liens économiques, politiques et sociaux, il reste à recomposer le tout - comme le faisait remarquer Mauss d'ailleurs, qui ne nous aura donc pas quitté du début à la fin de notre progression. Nous suggérons aux élèves que les rapports sociaux concrets sont à la fois et plus ou moins économiques, politiques et sociaux.



Le programme officiel de la classe de première ES

D'autres articles sur les Sciences économiques et sociales dans *La Revue du MAUSS Permanente* :

- Fabrice Flipo, Pascal Combemale, Philippe Rospabé, Pierre Dumesnil, Sylvain Dzimira, [Les sciences économiques et sociales au lycée : vers un savoir plus utile ?](#)
- Alain Beitone, François Vatin, [Rapport Guesnerie et avenir des SES : une correspondance entre Alain Beitone et François Vatin](#)

- ▶ Sylvain Dzimira, [Les sciences économiques et sociales](#)
 - ▶ Sylvain Dzimira, [Réflexions à partir du « rapport Guesnerie » pour un avenir radieux des SES](#)
 - ▶ Christian Laval, [Ouvrir la science économique](#)
 - ▶ Maurice Merchier, ["La mise en cause des SES : démontage d'une mystification"](#)
 - ▶ Et pour finir, l'appel qui n'a pas rencontré le soutien attendu (du moins par nous, S.D.) de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales, [Appel : Pour la défense conjointe des SES dans le secondaire et des sciences sociales à l'Université \(liste provisoire des signataires\)](#)
-

[1] « Comment la société est-elle possible ? (&) Dans un certains sens, tout le contenu de ce livre (&) est un début de réponse à cette question ». G. Simmel, Sociologie, études sur les formes de socialisation, PUF, 1999, p. 66.

[2] Christian Laval l'a bien montré dans son ouvrage *L'ambition sociologique*, La Découverte, 2002.

[3] A l'occasion de la publication du [rapport Guesnerie](#), nous suggérons que nous pouvions apprendre à nos élèves à cerner les « regards » portés sur la réalité par les théories que nous enseignons en posant à ces théories un petit nombre de questions auxquelles nos élèves sont tout à fait à même de répondre : qui agit ? : des individus, des personnes, des groupes, la société ? Dans quel contexte ? : imaginaire ou réel ? Quel est le registre de leurs actions ? : l'intérêt, le calcul stratégique, le besoin, le devoir, le plaisir, le désintéressement, des croyances, etc. ? Quel est leur mode de coordination ? : le marché, l'amitié, la confiance, le don, etc. ? Quels rapports ces modes de coordination entretiennent-ils ?

[4] Si le don manifeste la volonté de ne pas placer le rapport social sous le signe de l'intérêt qu'on pourrait y avoir, il n'est reste pas moins que l'intérêt, même le plus matériel, peut être satisfait dans la relation ainsi nouée ou confirmée, surtout si le retour est supérieur au don initial. Par ailleurs, quand on donne, on manifeste autant son amitié - un *intérêt pour* autrui - qu'on sollicite celle à qui l'on donne - et donc qu'on manifeste un *intérêt pour soi* (nous empruntons cette distinction entre *intérêt à* et *intérêt pour* à Alain Caillé. Précisons que de la même manière que le don est à la fois intéressé et désintéressé, il est encore à la fois libre et obligé.)

[5] Peuvent être qualifiées d'utilitaristes - d'un point de vue théorique - toutes les doctrines qui accordent dans leurs explications une place exclusive ou prépondérante à l'intérêt (quel qu'il soit : individuel ou collectif, matériel ou non etc.) comme motif du comportement. D'un point de vue normatif, qui n'est pas le nôtre ici, l'utilitarisme désigne cette conception de la justice qui considère qu'est juste tout ce qui contribue au plus grand bonheur pour le plus grand nombre.

[6] N'est pas vue ici la dimension conventionnelle et symbolique de la monnaie qui se laisse mal saisir par le paradigme utilitariste des économistes standards.

[7] En effet, chacune de ces méthodologies est susceptible d'accorder une place prépondérante à l'intérêt dans notre rapport aux valeurs. En aucun cas nous ne considérons que les auteurs qui s'inscrivent ou que l'on inscrit dans l'individualisme méthodologique sont utilitaristes. On ne peut pas dire, par exemple, que Weber, que certains ont pu rattacher à l'individualisme méthodologique (dont ils se réclament...), soit utilitariste. Au contraire, serions-nous tenté de penser, dans la mesure où il ne réduit pas les motifs de l'action au seul intérêt calculé (la *Zweckrationalität*), et où il situe la clef de la compréhension de l'émergence du capitalisme, c'est à dire du règne de la *Zweckrationalität* dans les croyances religieuses (qui relèvent chez lui de la *Wertationalität*), irréductibles à l'intérêt. De la même manière, on ne peut pas identifier la méthodologie holiste au point de vue antiutilitariste, même si la contrainte (les déterminismes) semble *apriori* l'emporter sur l'intérêt. Par exemple, Marx, souvent rangé dans le camp des holistes, par le rôle moteur qu'il confère aux intérêts de classes dans l'histoire, pourrait bien se présenter comme un utilitariste d'un type particulier. Rappelons enfin qu'il s'agit dans notre esprit, comme précédemment, d'interroger le rapport à l'utilitarisme des auteurs et non de leur mettre l'étiquette d'« utilitariste » ou d'« antiutilitariste », même si, au bout du compte, on peut bien se faire une idée sur leur rapport à l'utilitarisme.